

Service Protection de l'Environnement
33, avenue de Romans
B.P. 96
26000 VALENCE

VALENCE, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORSOL SARL (SITE DE MARCHES)

Quartier Mondy
26300 Bourg-de-Péage

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052600390

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement VALORSOL SARL (SITE DE MARCHES) implanté Quartier les Blaches 26300 Marches. L'inspection a été annoncée le 12/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection du site réalisé dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Le site relève du régime de l'enregistrement et doit être contrôlé tous les 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORSOL SARL (SITE DE MARCHES)
- Quartier les Blaches 26300 Marches
- Code AIOT : 0052600390
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Valorsol exploite une plateforme de compostage à Marches. Cette installation a été autorisée au titre de la réglementation des ICPE en 1997 par arrêté préfectoral pour une capacité autorisée de 15 000 t de déchets verts et de 3000 t de fumier, soit 49,31t de produits traités par jour. Les seuils pour ce type d'ICPE ayant été relevés, elle relève actuellement de la rubrique 2780-1 sous le régime de l'enregistrement. Ainsi, les prescriptions applicables à cette installation sont celles fixées par son arrêté préfectoral d'autorisation toujours en vigueur ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions techniques générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique 2780.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Plan de l'installation	Arrêté préfectoral du 27/06/97 point 4.3.1.
3	Propreté de l'installation (grille)	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 9
10	Fréquence des analyses	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31
14	Dispositifs de surveillance	Arrêté préfectoral du 27/06/97 point 4.6.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de cette plateforme de compostage a drastiquement baissé ces dernières années. Il semble que le devenir de cette plateforme reste en suspens. Le contrôle tient compte de ce

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Chapitre I : Dispositions générales
Prescription contrôlée : <i>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</i>
Constats : conforme
Observations : La plateforme ne composte plus d'effluents d'élevage depuis 2013. Elle composte uniquement du déchets verts broyés. L'activité de la plateforme a fortement diminué. L'ensemble du compost produit est désormais normé et il n'y a pas de nécessité de plan d'épandage.

N° 2 : Documents tenus à jour

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/06/97 point 4.3.1.
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : <i>Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i>
Constats : non conforme
Observations : le plan fourni est incomplet. Il n'indique pas où devrait se situer le piezomètre, ni les secteurs collectés, ni les réseaux de collecte des effluents, ...
Types de suites proposées : susceptibles de suites

N° 3 : Propreté de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions – Généralités
Prescription contrôlée : <i>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.</i>
Constats : non conforme
Observations : La grille de récolte des lixiviats est obturée par de la boue.
Type de suites proposées : Susceptible de suite

N° 4 : Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 16 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions de sécurité
Prescription contrôlée : <i>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</i>
Constats : conforme
Observations : Il existe un large accès à la plateforme de compostage. Le revêtement est cependant très dégradé devant l'entrée du site. L'exploitant a déclaré que cette zone n'était pas dans le périmètre de l'installation et qu'il n'en était pas propriétaire. Cette zone en partie défoncée risque d'empêcher un accès rapide des pompiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité des engins.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 16 > II.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions de sécurité
Prescription contrôlée : <i>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</i> [...]
Constats : conforme
Observations : Un seul andain présent sur la plateforme. Les voies d'accès à l'intérieur du site sont dégagées.

N° 6 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions – Dispositions de sécurité
Prescription contrôlée : <i>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</i> <i>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures.</i> <i>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir reçu l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation ;</i> <i>[...]</i>
Constats : conforme
Observations : Une réserve incendie est mise en place. Pas de local bâti sur le site.

N° 7 : Nature des matières entrantes.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des intrants
Prescription contrôlée : <i>Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.</i> <i>[...]</i>
Constats : conforme
Observations : Le site est autorisé à composter des déchets verts et des effluents d'élevage. Le site ne composte plus de fumier de bovins mais seulement du déchet vert préalablement broyé provenant du site de Bourg de Péage, quartier Mondy.

N° 8 : Registres d'admission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des intrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque admission de déchets donne lieu au contrôle de leur conformité aux informations mentionnées sur le document d'information préalable établi en application de l'article 26. Les matières et déchets reçus font l'objet d'une pesée préalable hors site ou lors de l'admission, et d'un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.</p> <p>Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée. Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des biodéchets fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte, et leur origine ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. <p>[...]</p>
Constats : conforme
Observations : Il n'y a pas de pont de pesée sur la plateforme de compostage. Un seul produit entrant le déchet broyé.

N° 9 : Gestion par lots.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation et déroulement du procédé de compostage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier d'enregistrement l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> — nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ; — mesures de température et d'humidité relevées au cours du process, les mesures de température étant réalisées conformément à l'annexe ; — nombre et dates des retournements ou périodes d'aération et, le cas échéant, des arrosages des andains ; — durée de la phase de fermentation et de la phase de maturation ; — les résultats des analyses nécessaires à la démonstration de la conformité du lot de compost sortant aux critères définissant une matière fertilisante. <p>[...]</p>
Constats : globalement conforme
Observations : l'exploitant a instauré une gestion par lot. Il a fourni à l'inspection le plan de fonctionnement de la plateforme de compostage ainsi qu'un tableau de suivi du compost par lot. Il serait pertinent d'enregistrer les différents paramètres cités dans cet article 30 notamment les relevés de températures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conformité du compost aux critères définissant une matière fertilisante.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Devenir des matières traitées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante.</i></p> <p>[...]</p>
Constats : conforme pour le type d'analyse réalisé - non conforme pour la fréquence
<p>Observations : L'ensemble des analyses réalisées en vue de vérifier que le compost répond bien à la norme NFU 44 051 dénomination 4 - compost vert sont bien celle requises pour la norme NFU 44 051. Elles ont été transmises à l'inspection. Elles portent sur deux prélèvements réalisés en décembre 2021 et décembre 2022.</p> <p>Les fréquences des analyses de routine sont celles spécifiées dans le tableau A.1 en page 25 de la norme AFNOR NFU 44 051. Cette fréquence varie en fonction de la quantité de compost produit par an. D'après le tableau du suivi des lots de compost transmis, la quantité de compost était de 1044 t pour 2022. La fréquence d'analyse de routine devrait être ainsi de 3 par an pour l'agronomie, 1 fois par an pour les éléments traces métalliques (ETM) et les composés traces organiques (CTO) et deux fois par an pour les inertes et impuretés. Or en 2022, il y a eu au moins 3 lots.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite

N° 11 : Dispositifs de rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de stockage et rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</i></p> <p>[...]</p>
Constats : conforme
<p>Observations : Des travaux d'étanchéité des deux bassins de rétention ont été réalisés à la suite du précédent contrôle. Cette étanchéité doit être surveillée par tout moyen approprié. Pour rappel, l'arrêté préfectoral au point 4.6 prévoyait la mise en place d'un piezomètre.</p>

N° 12 : Dispositifs de rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 34 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de stockage et rétention
Prescription contrôlée : <i>III. - Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</i> Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément aux articles 32, 56 et 57.
Constats : conforme
Observations : Des travaux d'étanchéité des deux bassins de rétention et de la plateforme ont été réalisés en 2016 à la suite du précédent contrôle. La plateforme montre depuis des fissures. L'étanchéité du site doit être assurée et surveillée par tout moyen approprié. Pour rappel, l'arrêté préfectoral au point 4.6 prévoit la mise en place d'un piézomètre.

N° 13 : Gestion des eaux pluviales et des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°3290 du 27/06/97 point 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de stockage et rétention
Prescription contrôlée : <i>Les eaux et les jus recueillis des aires de compostage étanches devront être dirigées vers un premier dispositif bétonné de rétention étanche, d'une capacité d'au moins 100 m3 de façon à être reprise et servir à l'aspersion des andains.</i> <i>Elles subiront un pré-traitement par séparateur d'hydrocarbure correctement dimensionné.</i> <i>Les eaux d'orages seront dirigées par déversoir d'orage vers un bassin étanche complémentaire de 700 m3 Elles seront utilisées pour l'aspersion des andains et si nécessaire, rejetées dans le milieu naturel en respectant les critères de l'annexe 1.</i>
Constats : globalement conforme en ce qui concerne le stockage
Observations : Deux bassins de rétention sont présents sur le site. Ils sont communicants. Le premier bassin récolte l'ensemble des lixiviats et des eaux souillées. Il est équipé d'un séparateur d'hydrocarbures. Ce premier bassin est complété par un second bassin capable de contenir les eaux d'orages. Il n'y a pas de rejets dans le milieu naturel. Tout est utilisé pour l'aspersion des andains. Au moment du contrôle, les bassins étaient en grande partie remplis. L'exploitant a déclaré qu'en cas de nécessité, les eaux souillées (ou les eaux d'incendie) seraient reprises et traitées par un établissement spécialisé. Des travaux d'étanchéité des deux bassins de rétention et de la plateforme ont été réalisés en 2016 à la suite du précédent contrôle. La plateforme montre en 2023 des fissures. L'étanchéité du site doit être assurée et surveillée par tout moyen approprié. L'arrêté préfectoral au point 4.6 prévoit la mise en place d'un piezomètre.

N° 14 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n°3290 du 27/06/97 point 4.6.
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : [...] <i>Un piezomètre aval sera mis en place.</i> <i>Des prélèvements et analyses semestriels seront effectués avec mesure de la pollution azotée, en mars-avril, et en période d'étiage de la nappe (septembre octobre) sur l'eau du puits situé en amont de la plateforme et sur celle du piezomètre aval</i>
Constats : non conforme
Observations : L'exploitant n'a pas connaissance de l'existence d'un piezomètre ou d'un puits ni de leur emplacement.

